

Vers un système alimentaire durable

Déclaration de la Communauté internationale bahá'íe
Bureau de Bruxelles

Bahá'í
International
Community

Brussels Office

L'aggravation de l'insécurité alimentaire dans de nombreuses régions du monde fait partie des nombreuses conséquences de l'actuelle guerre en Europe. Cette situation n'est, cependant, qu'un symptôme marquant d'un ordre alimentaire mondial déficient. Ces dernières années, la difficulté que rencontre la communauté internationale à faire face à une diversité de menaces allant de maladies infectieuses au changement climatique, a amplement démontré les limites des structures politiques et économiques globales qui sous-tendent le système alimentaire actuel. Alors que l'attention est, à juste titre, accordée au besoin pressant de garantir une production alimentaire suffisante et une distribution adéquate sur le court terme, les présentes réflexions autour de la sécurité alimentaire offrent une occasion opportune pour que le discours s'élève au-delà des préoccupations liées aux causes directes et aborde les défis systémiques de l'ordre alimentaire mondial. En l'absence d'une telle conversation, l'élaboration de politiques sera vouée à basculer de crise en crise tout en se cantonnant à l'identification de solutions partielles.

Bien que la production agricole mondiale ait connu des avancées ces dernières décennies, la nécessité d'un système alimentaire durable, qui n'exploite ni la main d'œuvre ni les ressources et qui subvient au besoin de l'ensemble de la population mondiale, se fait ressentir. Pour ce faire, une attention particulière doit être portée, outre à l'application de nouvelles technologies, aux principes et aux postulats qui sous-tendent tant la pratique agricole et que la formulation de politiques locales et internationales.

Le principe d'unicité de l'humanité figure parmi les principes fondamentaux qui devraient régir le fonctionnement d'un système alimentaire. Chaque individu, chaque communauté, chaque nation et chaque région du monde fait partie d'une seule entité où le bien-être des parties est inséparable du bien-être de l'ensemble. Étant donné l'impact des politiques de l'Union Européenne, des initiatives telles que la politique agricole commune doivent être conçues et évaluées en tenant compte de leur impact sur les agriculteurs, les communautés rurales et les économies au-delà des frontières de l'Europe.

L'avancée vers un système alimentaire promouvant le bien commun dépendra, dans une large mesure, de la forme et du degré d'attention portée aux différentes perspectives. Les efforts visant à réformer le système alimentaire mondial doivent s'appuyer sur la reconnaissance du fait qu'aucun groupe d'acteurs ni aucun continent ne possède à lui seul toutes les connaissances nécessaires pour asseoir la sécurité alimentaire mondiale sur des bases solides. Il faut, à cet effet, faire appel à un processus d'investigation collectif, incluant des mécanismes innovants et des structures connectant différentes parties prenantes de toutes les régions du monde avec des espaces dans lesquels les décisions conséquentes sont prises. De plus, l'élargissement de la participation doit être compris non pas comme une simple négociation visant à produire un consensus tolérable, mais comme une investigation collective sur ce en quoi consiste un système alimentaire durable ; une investigation dans laquelle tous s'engagent de manière significative et à laquelle tous contribuent.

L'influence historique et actuelle du continent européen, offre à ce dernier à la fois l'opportunité et la responsabilité d'œuvrer au développement d'un ordre alimentaire mondial juste. Si l'ampleur du défi exigera sans aucun doute un engagement à long terme et une réévaluation constante des méthodes et des approches, l'accent mis sur la recherche d'un consensus entre un cercle toujours plus large de parties prenantes contribuera à garantir qu'un processus d'investigation mondial des fondements d'un système alimentaire durable porte des fruits.